

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/CSS/W/7
4 octobre 2000

(00-4061)

Conseil du commerce des services
Session extraordinaire

Original: anglais

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR MAURICE AU NOM DU GROUPE AFRICAÎN

Lignes directrices et procédures pour les négociations

La délégation mauricienne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, au nom du Groupe africain, en demandant qu'elle soit distribuée aux Membres du Conseil du commerce des services.

Introduction

1. Pendant le Cycle d'Uruguay, les négociateurs ont réussi à faire en sorte que la structure de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) appuie les objectifs de développement. Les Membres devraient réaffirmer ces objectifs, ainsi que la structure et l'approche énoncées dans ledit accord.
2. L'Accord:
 - i) reconnaît le caractère prioritaire des objectifs de développement;
 - ii) reconnaît la primauté des objectifs de politique nationale, et des lois et réglementations nationales; et
 - iii) va au-delà du "traitement spécial et différencié" prévu dans la Partie IV du GATT, dans la mesure où il renforce le rapport entre les engagements pris et les progrès réalisés en ce qui concerne les niveaux de développement.
3. L'article IV sur la participation croissante des pays en développement et l'article XIX:2 sur la négociation des engagements spécifiques prévoient de ménager une certaine flexibilité aux pays en développement dans la libéralisation du commerce des services pour qu'ils puissent ouvrir moins de secteurs, libéraliser moins de types de transactions, élargir progressivement l'accès à leurs marchés en fonction de la situation de leur développement et assortir de conditions les engagements en matière d'accès aux marchés. De plus, les pays les moins avancés se verront accorder une priorité spéciale, compte tenu des graves difficultés qu'ils ont à accepter des engagements spécifiques négociés en raison de leur situation économique spéciale et des besoins de leur développement, de leur commerce et de leurs finances.
4. Il est également demandé aux pays développés de faciliter la participation des pays en développement au commerce des services par des engagements spécifiques négociés visant à renforcer leur capacité nationale de fournir des services, ainsi que leur efficacité et leur compétitivité. Cela peut se faire grâce à un meilleur accès à la technologie, aux circuits de distribution, aux

renseignements relatifs aux marchés et à la libéralisation des marchés dans les secteurs et pour les modes de fourniture qui les intéressent du point de vue des exportations.

5. Dans ce contexte, les pays développés devraient convenir de prendre des mesures visant à encourager l'importation de services en provenance des pays en développement. Diverses mesures peuvent être envisagées, y compris:

- i) réservation d'une part donnée de services importés des pays en développement à l'usage des administrations publiques; et
- ii) assouplissement des conditions d'admission applicables aux fournisseurs de services des pays en développement.

6. Ce qui précède devrait être considéré dans le contexte des déséquilibres et de la grande disparité qui existent entre la capacité d'offre des pays développés et celle des pays en développement, ainsi que des efforts déployés par ces derniers pour participer aux négociations sur la libéralisation des services, dans lesquelles ils ont fait de nombreuses concessions sans bénéficier d'avantages en retour.

7. L'enjeu dans les nouvelles négociations est de faire en sorte que les négociations prescrites sur les services progressent d'une manière qui rééquilibre les résultats dans l'intérêt de tous les Membres. Pour ce faire, il faut, entre autres choses:

- i) mettre en œuvre les dispositions de l'article XIX:3 qui prévoient qu'il sera procédé à une évaluation du commerce des services d'une manière globale et sur une base sectorielle par référence aux objectifs de l'Accord, aux fins d'établissement des futures lignes directrices pour les négociations;
- ii) faire en sorte de mener à bien en temps voulu les négociations sur les mesures de sauvegarde d'urgence, comme le prévoit l'article X, pour instaurer la confiance, encourager les pays à prendre des engagements plus vastes en matière d'accès aux marchés et garantir une certaine flexibilité en faveur des pays en développement;
- iii) établir des modalités de négociation pour identifier les secteurs et les modes de fourniture présentant un intérêt pour les pays en développement, et en particulier pour les moins avancés d'entre eux;
- iv) envisager d'appliquer un programme de négociations qui donne la possibilité aux pays produisant peu de services d'obtenir des concessions et des compromis valables dans des domaines présentant un intérêt pour eux; et
- v) fournir des renseignements et des données exacts.

8. Dans le contexte des profondes inégalités structurelles entre Membres, y compris dans la répartition des échanges internationaux de services, l'AGCS prévoit que les pays en développement peuvent demander qu'une libéralisation de leur secteur de services soit portée à leur crédit en cherchant à obtenir un meilleur accès dans d'autres secteurs présentant pour eux un intérêt à l'exportation.

9. Le fait que les engagements en matière d'accès aux marchés et de traitement national font l'objet de concessions figurant sur une liste positive est d'une importance cruciale pour les pays en développement puisque les Membres peuvent ainsi déterminer, du point de vue de leur propre stratégie et politique de développement national, le secteur ou la transaction de services qu'ils sont disposés à ouvrir à un moment donné, sous réserve de conditions et de limitations données.

10. Lorsqu'ils ont adopté cette approche pendant le Cycle d'Uruguay, les Membres ont été clairvoyants en reconnaissant que, si les processus de libéralisation et de réforme devaient s'inscrire dans la durée et contribuer de façon positive à promouvoir le développement, ils devaient être programmés dans un ordre judicieux et se dérouler à un rythme approprié. Pour le Groupe africain, l'espace politique ainsi offert est vital.

Éléments à inclure dans les lignes directrices et procédures pour les négociations

11. Conformément au Préambule et aux articles IV et XIX, les négociations fondées sur ces dispositions viseront à obtenir sans tarder une élévation progressive des niveaux de libéralisation du commerce des services par des séries de négociations multilatérales successives. Des lignes directrices et des procédures pour les négociations devraient être convenues avant que les négociations sur l'accès aux marchés ne commencent. Le Groupe africain propose:

- i) que les négociations s'appuient sur des demandes et des offres, et puissent être complétées par d'autres approches, lorsque celles-ci auront été acceptées par les Membres;
- ii) qu'une attention toute particulière soit accordée aux secteurs et aux modes de fourniture présentant un intérêt pour les pays en développement;
- iii) qu'un traitement spécial soit accordé aux PMA, comme il est prévu au paragraphe 3 de l'article IV;
- iv) qu'aux fins d'établissement des lignes directrices et des procédures, une évaluation du commerce des services, faite à la fois d'une manière globale et sur une base sectorielle, soit menée à bien;
- v) que les négociations aient pour point de départ les engagements pris à la fin du Cycle d'Uruguay;
- vi) qu'une reconnaissance et un crédit soient accordés pour les mesures autonomes de libéralisation. Dans ce contexte, le Groupe africain invite les Secrétariats de l'OMC et de la CNUCED à engager des travaux sur la définition des concepts de "libéralisation autonome", "reconnaissance", "crédit", "force obligatoire", ainsi que sur les prescriptions en matière de transparence et de notification concernant les mesures autonomes prises à des fins de libéralisation;
- vii) que, parallèlement, les travaux d'élaboration des règles dans les domaines de la Réglementation intérieure et des Règles (mesures de sauvegarde d'urgence, marchés publics et subventions) se poursuivent;
- viii) que les programmes d'intégration régionale entre pays en développement restent permis au titre de l'article V; et
- ix) que les négociations tiennent compte des résultats du réexamen des exemptions des obligations énoncées à l'article II et de l'examen de l'Annexe sur les services de transport aérien effectués par le Conseil du commerce des services.

12. Certains Membres ont indiqué qu'ils souhaitaient un programme de travail ambitieux pour les négociations dans le cadre de l'AGCS. Pour le Groupe africain, les progrès réalisés dans les négociations devraient tenir compte des contraintes de capacité existant à la fois à Genève et dans les

administrations nationales. Les travaux préparatoires sont complexes, se déroulant dans plusieurs instances à la fois, ce qui soulève des difficultés pour le Groupe africain, ainsi que pour les autres pays en développement. Ce problème devrait être réglé.

13. Le document guide du 26 mai 2000 prévoit une échéance (mars 2001), acceptée par tous, pour l'achèvement de cette phase de préparation et d'évaluation. Pour l'heure, il est inutile de fixer de nouvelles dates-butoirs. Le moment venu, il faudra, pour fixer d'autres dates limites, procéder à une évaluation générale des progrès et de la dynamique d'autres processus, y compris les négociations et examens.

14. Au cours des négociations, les pays en développement ne seront pas censés assumer de nouvelles obligations en matière de libéralisation du commerce des services, en dehors de ce qui présente un intérêt pour eux.

15. Cette communication est sans préjudice des positions des différents membres du Groupe africain. Les Membres africains de l'OMC se réservent le droit de développer ces questions, ou toute autre, à l'avenir, soit individuellement, soit en tant que Groupe.
